Document generated on 10/12/2024 2:49 a.m.

Bulletin d'histoire politique

De la petite politique ? Acteurs de la gouvernance municipale au Québec (1855-1939)

Harold Bérubé

Volume 25, Number 3, Spring 2017

L'histoire politique au Québec : un état des lieux

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1039744ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1039744ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Bérubé, H. (2017). De la petite politique ? Acteurs de la gouvernance municipale au Québec (1855-1939). *Bulletin d'histoire politique*, *25*(3), 40–58. https://doi.org/10.7202/1039744ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

De la petite politique ? Acteurs de la gouvernance municipale au Québec (1855-1939)*

Harold Bérubé[1]
Département d'histoire
Université de Sherbrooke

Il y a différentes façons de réfléchir aux nouvelles perspectives qui se présentent actuellement en histoire politique du Québec. Il y a bien sûr l'épineux débat sur la présence ou la vitalité de ce champ de recherche dans les universités de la province, et les réflexions fondamentales qui portent sur sa définition – notamment la question de ses accointances avec l'histoire nationale et celle de ses rapports complexes, et souvent antagoniques, avec l'histoire sociale. Il y a aussi toute la question des concepts et méthodes qui peuvent contribuer à renouveler les questions que posent les chercheurs à l'objet politique et les réponses qu'ils obtiennent en retour. C'est une dimension que j'aborderai certainement ici, mais le gros de ma réflexion portera plutôt sur un objet spécifique de l'histoire politique qui mériterait plus d'attention de la part des chercheurs : la scène municipale, ses acteurs et ses institutions.

Mon objectif, dans les pages qui viennent, sera de défendre la pertinence et l'intérêt d'étudier plus en profondeur les différentes facettes de la gouvernance municipale au Québec. Je me pencherai tout particulièrement sur le cas des petites et moyennes villes de la province, éclipsé par les nombreuses études traitant de la métropole montréalaise[2], et sur la période allant de la création du régime municipal actuel en 1855 au début de la Seconde Guerre mondiale, période durant laquelle ce palier de gouvernement dispose d'une autonomie beaucoup plus grande que dans les décennies qui suivront[3]. Il y a là, à n'en pas douter, un intérêt historiographique : comme on le verra dans les pages qui viennent, ce champ de recherche demeure très largement sous-étudié. Mais cette

* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

réflexion répond également à un souci d'ordre civique : le gouvernement municipal au Québec a actuellement mauvaise presse, suscite très peu d'intérêt de la part des électeurs et, lorsqu'il décide d'agir, est fréquemment mis en échec par les paliers de gouvernement supérieur (quand ce n'est pas par des entreprises privées)[4]. Toute réforme du régime municipal québécois, si elle est possible, devra être éclairée et informée par une meilleure connaissance de ses origines, de sa construction et de son évolution.

Différents aspects de cette gouvernance locale pourraient servir mon propos. Je me concentrerai ici sur les acteurs qui y sont engagés, d'une façon ou d'une autre, dans le cadre d'une réflexion en trois temps. Je me pencherai d'abord de manière générale sur la question fondamentale mise de l'avant par Robert A. Dahl en 1961, et qui demeure d'une grande pertinence : qui gouverne ? Je réfléchirai ensuite aux deux principales pistes de réponse qui s'offrent au chercheur. J'aborderai, dans un premier temps, le profil changeant des élus municipaux au Québec. Cette réflexion sera doublée, dans un deuxième temps, d'un examen des autres acteurs de la gouvernance municipale et de leur poids relatif dans la balance. Ces analyses se veulent exploratoires, se basant sur l'historiographie et sur l'étude préliminaire de deux cas (Sherbrooke et Saint-Hyacinthe). Elles constituent d'abord et avant tout une invitation à investir ce champ de recherche et à offrir une nouvelle perspective féconde en histoire politique du Québec. Elles permettront tout de même de démontrer que les élites municipales québécoises ne sont pas simplement des courroies de transmission pour les intérêts des élites économiques capitalistes, mais qu'elles s'enracinent plus profondément dans leurs communautés et reflètent jusqu'à un certain point leur évolution socio-économique et démographique. Dans le même esprit, on verra que la gouvernance municipale n'est pas que l'affaire des élus et des entreprises – même s'ils y jouent un rôle prédominant –, mais qu'une grande variété d'acteurs interagit de différentes façons avec le gouvernement local.

« Who Governs ? » : pouvoir et démocratie à l'échelle locale

Qui gouverne ? C'est la question que pose Robert A. Dahl dans l'ouvrage qu'il publie en 1961 et qui est devenu, depuis, un classique en sciences politiques[5]. C'est une question fondamentale lorsque vient le temps d'aborder l'exercice du pouvoir, à quelque échelle que ce soit, mais elle semble encore plus pressante lorsqu'il s'agit de réfléchir au pouvoir local. Car cette question pointe à la fois vers l'identité des élus municipaux – qui sont-ils ? – et vers les mécanismes de prise de décision au sein du gouvernement municipal – ces élus gouvernent-ils vraiment ? Dans ce dernier

cas, ce qui est sous-entendu, évidemment, c'est que d'autres intérêts, plus puissants et déterminants, sont en jeu.

Dans son ouvrage, le politologue américain aborde le cas de New Haven au Connecticut, ville qui compte 160 000 habitants en 1960. Il subdivise cette question très large en une série de sous-questions qui structurent sa réflexion et l'ouvrage en tant que tel[6]. Premièrement, Dahl se demande si les inégalités en termes d'influence politique sont cumulatives ou non. En d'autres termes, il se demande s'il y a accumulation, entre les mêmes mains, des différentes ressources liées au pouvoir (argent, prestige, accès aux décideurs ou aux postes de décision), ou alors si ces ressources sont dispersées entre différents groupes et acteurs. Deuxièmement, il se demande comment les décisions politiques importantes sont prises à l'échelle locale et, troisièmement, quel type d'acteur a le plus d'influence sur cette prise de décision. À ce sujet, il veut également savoir si l'identité de ces acteurs varie selon le genre de décision dont il est question. Quatrièmement, Dahl se demande si les acteurs en position de pouvoir ont tendance à adopter des politiques homogènes et à former un parti, ou alors s'ils sont en compétition les uns avec les autres, négociant et s'affrontant selon les circonstances. Cinquièmement, il se demande quelle est l'importance dans le processus politique de la ressource la plus largement distribuée dans la communauté, soit le droit de vote. En d'autres mots, les dirigeants répondent-ils d'abord aux besoins et intérêts d'une élite restreinte, ou alors à ceux du plus grand nombre d'électeurs ? Et dans quelle mesure les simples citoyens utilisent-ils les ressources politiques à leur disposition ? Sixièmement, Dahl adopte une perspective historique en se demandant comment ces réalités changent dans le temps. Enfin, il veut savoir si les valeurs étatsuniennes de démocratie et d'égalité influencent le fonctionnement du système politique ou si elles ne sont qu'un écran de fumée rhétorique. Ces questions et la grille d'analyse qu'elles constituent ne manquent pas d'intérêt lorsque vient le temps d'aborder la scène municipale québécoise (outre cette septième question qu'il faudrait évidemment adapter au contexte).

D'ailleurs, soulignons que la démarche de recherche de Dahl se veut non seulement une réponse à des analyses de la politique municipale américaine qui plaçaient, selon lui, de manière trop simpliste tout le pouvoir entre les mains d'une oligarchie capitaliste[7], mais aussi une réponse à des problématiques de plus grande envergure. En quelques mots, Dahl cherche à utiliser New Haven comme microcosme de la société américaine et ainsi tirer des conclusions sur la démocratie et le pouvoir qui auraient des échos à l'échelle du pays.

Il s'agit donc d'une étude où la dimension historique est importante : par exemple, en s'attachant au profil des élus sur deux siècles, Dahl

montre bien comment les règles du jeu politique évoluent et comment les rapports de pouvoir entre différents groupes et acteurs fluctuent significativement dans le temps. Plus largement, ses recherches montrent comment ces rapports, et la distribution du pouvoir, ne sont pas statiques : s'il y a indéniablement des inégalités de toutes sortes à New Haven, il n'y a pas d'acteur ou de groupe qui ait le monopole du pouvoir et, au contraire, de groupe qui ne puisse avoir accès, d'une manière ou d'une autre, au monde politique. À vrai dire, selon les moments ou les questions, le pouvoir est distribué (inégalement certes) entre une variété de groupes et d'individus. Les acteurs politiques formels que sont maires et échevins sont tout simplement au carrefour de ces influences. En d'autres mots, devant l'alternative oligarchie / pluralisme qu'il met lui-même en relief, Dahl décrit un système qui, s'il est oligarchique au point de départ (à la fin du XVIIIe siècle), se transforme rapidement en un système plus pluraliste.

Si le cadre d'analyse de Dahl, et tout particulièrement la série de questions qu'il met de l'avant, me semble avoir bien vieilli, il faut tout de même souligner que ses résultats de recherche ont fait l'objet de critiques diverses et en bonne partie justifiées. Par exemple, G. William Domhoff note que si Dahl s'enthousiasmait de l'avenir prometteur de New Haven et des États-Unis en 1960 – la ville et la nation lui semblaient alors voguer vers un pluralisme politique toujours plus grand et gage de prospérité –, la réalité fut tout autre. Ainsi, New Haven connaît aujourd'hui des problèmes importants et structurels de pauvreté, et son gouvernement semble avoir renoué avec certains traits oligarchiques[8]. En d'autres mots, si Dahl nous fournit des questions et des hypothèses qui nous aident à jeter un nouveau regard sur la gouvernance, il ne faudrait pas en conclure qu'il nous éclaire avec la même efficacité quant à savoir qui devrait gouverner, et comment[9].

Les élus au cœur du pouvoir municipal

Du point de vue du pouvoir local, maires et échevins représentent la pointe de l'iceberg. S'il est parfois difficile de mesurer l'ampleur de la partie immergée de cet iceberg, il est indéniable que les élus incarnent et représentent le gouvernement municipal sur le plan symbolique et que leur influence sur le cours des choses, malgré ses limites, est bien réelle. Malheureusement, comme en témoigne l'historiographie, notre connaissance de ce groupe demeure, encore aujourd'hui, parcellaire. Les seules études prosopographiques entièrement consacrées aux élus municipaux au Québec portent sur le cas montréalais[10]. À l'extérieur de l'île de Montréal, on retrouve un certain nombre d'ouvrages d'histoire locale qui recensent ces élus (en se limitant souvent uniquement

aux maires), mais ces inventaires sont rarement doublés d'une analyse et traitent généralement d'une seule localité[11]. Il existe également d'importantes bases de données informatisées traitant d'une région ou de l'ensemble de la province, mais ce sont d'abord et avant tout des outils de recherche qui ne sont pas associés, pour l'instant du moins, à des travaux de recherche[12]. Soulignons tout de même l'existence d'un certain nombre d'études qui combinent profil des élus locaux et étude de leurs actions[13].

Il n'y a donc pas, dans l'historiographie québécoise, d'étude comparable à celle de E. P. Hennock sur les élites municipales britanniques[14]. En effet, dans *Fit and Proper Persons*, Hennock propose une étude prosopographique des élites municipales de trois villes (Birmingham, Leeds et Wolverhampton) sur une longue période (1839-1954) et combinant une grande variété de sources pour tracer un portrait de ces élus de manière à mieux comprendre l'évolution de la composition de ce groupe, mais également des attentes des électeurs face à ces élites locales. D'ailleurs, tant Hennock que Robert A. Dahl suggèrent que la composition de ce groupe change significativement dans le temps et est étroitement associée à l'évolution de la culture politique locale. À la lumière de ce survol historiographique, les principales questions qui se posent quant à l'histoire des élus municipaux québécois sont celles de leur profil socio-économique, des réseaux dans lesquelles ils s'insèrent, de la nature et de la durée de leur engagement dans la gouvernance locale, et de la relative continuité au sein des conseils municipaux.

Un certain nombre d'indices suggèrent qu'il y a intérêt à poursuivre et à étendre l'analyse dans le cas du Québec. Trois exemples permettront de le démontrer. D'abord, une problématique importante lorsque vient le moment de s'intéresser aux élus municipaux concerne la mise en place même du régime en 1855 : qui sont les individus qui s'y investissent initialement ? Dans quelle mesure s'agit-il de nouvelles élites locales ou d'anciennes élites qui s'adaptent tout simplement à une nouvelle structure politique ?

Le cas de Saint-Hyacinthe offre un exemple frappant d'une nette continuité par-delà les changements institutionnels[15]. En effet, cette municipalité est au cœur de la seigneurie qu'administre la famille Dessaulles depuis la fin du XVIIIe siècle et qu'elle possède depuis le début du XIXe. Comme le soulignent notamment Peter Gossage et J. I. Little, l'abolition du régime seigneurial en 1854 précède de peu l'instauration du régime municipal en 1855 et ces deux réformes majeures s'inscrivent dans une vaste entreprise de modernisation libérale de l'État et de la société du Canada-Est[16]. À Saint-Hyacinthe, celui qui est seigneur au moment de cette transition, l'intellectuel libéral et anticlérical Louis-Antoine Dessaulles, fait le saut aisément entre les deux régimes : il est élu

maire de la municipalité de Saint-Hyacinthe dès 1849 et demeure en poste au fil des changements successifs de régime, ne quittant ce poste qu'en 1856[17]. En 1868, c'est un autre membre de la famille, son frère Georges-Casimir, qui prendra le relais comme maire de la ville. Il reste en poste jusqu'en 1879 et occupera cette fonction de nouveau entre 1886 et 1897 (cette année-là, il est élu député libéral à Québec). Avant de devenir maire, Georges-Casimir Dessaulles aura siégé comme échevin de manière ininterrompue entre le départ de Louis-Antoine du conseil municipal et sa propre accession à la mairie[18]. L'influence de la famille sur le pouvoir municipal ne s'arrête pas là : entre 1857 et 1860, le maire de la ville, Maurice Laframboise, est l'époux de Rosalie Dessaulles, la sœur de Louis-Antoine et Georges-Casimir. Laframboise quittera la mairie pour se consacrer entièrement à sa carrière de politicien provincial, lui aussi au sein du parti libéral[19]. Dans le cas de Saint-Hyacinthe, on observe donc une nette continuité au sein des élites locales pendant l'ensemble du XIXe siècle, mais il est clair que d'autres scénarios sont envisageables et qu'une étude plus fouillée de cette transition permettrait de mieux éclairer la question.

Une autre problématique importante est l'évolution du profil socio-économique des élus. L'étude de Dahl, par exemple, permet d'identifier trois vagues dans le cas de New Haven pour la période allant du XVIIIe siècle au milieu du 20e : une première génération issue des élites locales traditionnelles (« patriciens »), suivie d'une seconde composée surtout d'hommes associés au monde industriel et, enfin, une troisième composée de politiciens professionnels qui se consacrent entièrement aux affaires publiques[20]. Ici aussi, le cas de Saint-Hyacinthe peut être instructif, ou du moins inspirer des recherches plus approfondies sur la question. Malgré les limites d'une telle approche[21], un survol de professions des maires et échevins suggère une certaine stabilité et une nette prédominance des professions libérales. Entre 1855 et 1939, outre les industriels Louis Côté et Paul F. Payan, on retrouve à la mairie sept avocats et notaires et trois médecins, plus le libraire Euclide H. Richer et le journaliste Télesphore-Damien Bouchard. Évidemment, Bouchard n'est pas que journaliste et l'avocat Georges-Casimir Dessaulles est aussi, entre autres, directeur et président de la St. Hyacinthe Manufacturing Co. et cofondateur de la Banque de Saint-Hyacinthe. Si on se penche plutôt sur la composition des conseils municipaux durant la même période, on observe cette même continuité relative si on compare les conseils de 1855, 1900 et 1939[22].

Conseil municipal de Saint-Hyacinthe en 1855

Nom (fonction)	Profession
Dessaulles, L.-A. (maire)	Avocat
Laframboise, M. (échevin)	Avocat
Benoît, E. (échevin)	Inconnue
Birs, P. (échevin)	Bourgeois
Barnes, G. A. (échevin)	Inconnue
Chalifoux, O. (échevin)	Industriel
Monette, F. (échevin)	Inconnue
Labonté, L. (échevin)	Inconnue

Conseil municipal de Saint-Hyacinthe en 1900

Nom (fonction)	Profession
Richer, E. H. (maire)	Libraire
Côté, J. A. (maire suppléant)	Manufacturier
Duclos, S. T. (échevin)	Industriel
Morin, J. (échevin)	Notaire
Brodeur, O. (échevin)	Épicier
Chenette, J. (échevin)	Entrepreneur
Dumaine, D. (échevin)	Épicier
Lemieux, J. N. (échevin)	Négociant en grains
Authier, P. (échevin)	Commerçant
Gervais, F. (échevin)	Marchand
Blanchet, J. B. (échevin)	Avocat

Conseil municipal de Saint-Hyacinthe en 1939

Nom (fonction)	Profession
Bouchard, T. D. (maire)	Journaliste
Guillet, J. L. (maire suppléant)	Manufacturier
Richer, P. L. (échevin)	Libraire
Picard, E. O. (échevin)	Agent de billets

Gadbout, J. (échevin)	Mécanicien-dentiste
Bergeron, L. (échevin)	Contremaître
Chabot, V. (échevin)	Avocat
Sylvestre, V. (échevin)	Marchand
Gobeille, N. (échevin)	Boulanger
Fontaine, A. (échevin)	Expéditeur
Graveline, A. (échevin)	Menuisier

On a affaire, dans les trois cas, à un mélange assez stable de membres des professions libérales et de commerçants locaux, auxquels s'ajoute un petit nombre d'industriels. Il faudrait probablement étudier plus en profondeur le profil socioprofessionnel de ces élus pour mieux voir ce que cachent ces étiquettes professionnelles, notamment pour comprendre dans quels réseaux ils s'inscrivent. Cela dit, la composition de ces trois conseils municipaux suggère tout de même la présence de véritables dynasties familiales : les libraires de la famille Richer que l'on retrouve en 1900 et en 1939[23] ; les manufacturiers de la famille Côté qui, si on ne le voit pas ici, sont présents au conseil municipal pendant une bonne partie de la période[24].

L'exemple de Sherbrooke permet d'aborder une autre problématique importante lorsque vient le moment d'aborder les élites politiques locales au Québec : le profil ethnolinguistique des élus. Dès les années 1930-1940, le sociologue américain Everett C. Hughes, dans sa célèbre étude de Drummondville, avait mis en relief l'importance des rapports complexes entre anglo-protestants et franco-catholiques dans le développement des petites et moyennes villes de la province[25]. En quelques mots, il signalait que le contexte québécois se caractérisait par une modernité urbaine vécue pleinement par les franco-catholiques dans les différentes villes de la province, mais en bonne partie dirigée ou menée par des membres de la communauté anglo-protestante, et la plupart du temps par des élites économiques fraîchement débarquées de Grande-Bretagne ou des États-Unis.

La composition des conseils municipaux devient alors un indice – parmi d'autres évidemment – de l'évolution des rapports entre les deux principales communautés ethnolinguistiques de la province, mais aussi de cette double minorité que constituent les Anglos-catholiques. Dans le cas de Sherbrooke, par exemple, il faut attendre 1880 pour qu'un premier maire francophone prenne la tête de la ville. Il s'agit d'Hubert-Charon Cabana, avocat et directeur du premier journal francophone de Sherbrooke, *Le Pionnier*. Cabana enseigne également le droit à l'université Bishop's, ce qui doit certainement contribuer à son insertion dans les réseaux

anglophones de la ville[26]. Par la suite, on observe une alternance irrégulière entre maires francophones et anglophones dans la municipalité, les francophones l'emportant progressivement sur les anglophones. C'est en 1955 que cesse cette alternance, reflet de l'évolution démographique de la ville, où les francophones sont maintenant largement majoritaires[27]. Il est clair que, tout particulièrement dans les Cantons de l'Est, une analyse plus fine de l'évolution de la composition des conseils municipaux, juxtaposée à une analyse de l'évolution de la démographie locale, permettrait de mieux comprendre l'évolution des rapports de force entre élites issues des principales communautés ethnolinguistiques de la province.

Pour conclure cette section, deux autres pistes de recherche que, faute d'espace, il n'est pas possible d'explorer plus avant ici, méritent d'être évoquées. Ainsi, il y aurait avantage à mieux étudier les pratiques électorales en vigueur durant la période dont il est question ici. Il est probable qu'on observera, dans un grand nombre de municipalités, une forte proportion d'élections par acclamation, mais le petit nombre de scrutins qui mènent à un véritable affrontement entre élus permettra probablement de révéler quels sont les enjeux qui sortent pour ainsi dire la politique municipale de la routine qui s'impose dans nombre de villes[28]. Il serait également intéressant d'étudier de plus près l'évolution de l'administration municipale, des fonctionnaires et structures qui constituent la « machine » municipale en tant que telle. Michèle Dagenais a démontré que, dans le cas de Montréal, l'évolution de ces structures et des caractéristiques du personnel qui y œuvre est aussi, sinon plus déterminante que le rôle des élus dans le fonctionnement du gouvernement local[29]. On peut se demander quel sera l'impact du changement d'échelle dans des agglomérations de plus petite taille.

Au-delà des murs de l'hôtel de ville

Évidemment, le gouvernement municipal ne se réduit pas aux élus ou aux employés de la municipalité, ce qui nous amène à la partie immergée de l'iceberg. À la question posée par Dahl – qui gouverne ? –, de nombreuses voix sont tentées de répondre que, dans les municipalités québécoises, ce ne sont certainement pas les élus. Ce qui est indéniable, c'est qu'ils ne sont pas seuls à gouverner les municipalités de la province. Un bel exemple de cette réalité est décrit dans l'article que Maude Roux-Pratte a consacré à la réaction de la ville de Drummondville à la crise économique des années 1930[30]. Confrontées à une situation sans précédent, les élites municipales drummondvilloises négocient avec les associations patronales et ouvrières de la municipalité et avec les groupes engagés dans le domaine de l'assistance pour mettre en œuvre une série de mesures qui permettent à la ville de pallier les pires effets de la crise.

Ce genre de partenariat et de négociations n'est certes pas unique, et le concept de gouvernance permettrait de mieux en comprendre les mécanismes et la prévalence en milieu petit-urbain québécois. Depuis les années 1970-1980, les politologues ont adopté la notion de gouvernance pour décrire une conception du pouvoir qui ne se limite pas aux aspects les plus formels de son exercice, mais qui englobe dans son analyse les acteurs qui œuvrent et les stratégies qui se déploient à sa périphérie. C'est une notion qu'ont rapidement adoptée les historiens de la ville et qui s'applique très bien dans le cas des petites et moyennes villes, compte tenu de leur taille permettant d'avoir une vue plus englobante des processus et acteurs en présence[31]. Ainsi, il n'y a pas de doute qu'un renouvellement de l'étude de la politique municipale au Québec passe par une meilleure connaissance des différents acteurs engagés d'une façon ou d'une autre dans cette gouvernance. Il y a de nombreuses façons d'aborder cette question, notamment en s'intéressant aux réseaux dans lesquels s'inscrivent les élus dont il était question dans la section précédente, réseaux qui révéleraient l'étendue de l'influence d'individus et de groupes pas nécessairement représentés dans le groupe des élus. Il est toutefois pertinent d'aborder la question de la gouvernance par d'autres voies que le groupe des élus : les acteurs qui interviennent aux réunions des conseils municipaux et le rôle des journaux locaux sont deux manières de le faire, qui donnent de la profondeur et permettent d'affiner la compréhension de la gouvernance petite-urbaine.

Dans le premier cas, ce sont les procès-verbaux des réunions des conseils municipaux qui permettent le plus aisément d'identifier les acteurs qui y interviennent d'une façon ou d'une autre. Ce sont des sources aux indéniables limites : selon les villes et les périodes, ces procès-verbaux présentent des niveaux de détails qui peuvent varier énormément et, même dans le meilleur des cas, ce sont des documents qui ont un caractère fort procédurier. Ajoutons qu'on y relève fréquemment des silences importants, certains débats dont on retrouve des traces ailleurs étant, par exemple, entièrement omis, sans parler de dossiers délicats qui sont délégués à des comités qui, eux, n'ont pas laissé de traces. Néanmoins, l'examen de ces procès-verbaux demeure une bonne façon de dresser un inventaire préliminaire des principaux acteurs de la gouvernance municipale, que l'on pourra éventuellement compléter avec d'autres sources, comme les journaux et, le cas échéant, des archives d'élus et de notables locaux. Évidemment, ces documents ne nous permettent pas d'évaluer avec justesse le poids relatif de ces acteurs dans la balance politique, mais ils nous permettent – et c'est l'objectif principal de cet article – de voir quelle est la variété des acteurs qui interagissent d'une façon ou d'une autre avec le pouvoir municipal. Je propose ici quelques exemples tirés d'une analyse des procès-verbaux du conseil municipal de Sherbrooke se limitant aux dix premières années du XXe siècle[32].

Deux types d'acteurs ont une place prédominante dans ces procès-verbaux : les entreprises et autres organisations issues du milieu des affaires (et notamment les chambres de commerce), ainsi que les simples citoyens. Le premier groupe occupe une place de choix dans l'historiographie depuis belle lurette, toute une série d'études ayant été consacrée à leur rôle dans le développement économique des régions du Québec[33]. Le second groupe passe inaperçu dans l'historiographie. Malgré sa prédominance dans les sources, le simple citoyen se présente généralement devant le conseil municipal pour faire des demandes qui paraissent sans intérêt pour l'historien. Construction de trottoirs, pavage de rues, demandes d'exemption au code de la construction : ces pétitions, extrêmement nombreuses, témoignent néanmoins d'un gouvernement local accessible et à l'écoute des propriétaires. Ajoutons que, d'une certaine façon, ces deux groupes – le milieu des affaires et les simples citoyens – constituent deux extrêmes du spectre d'influence municipal[34].

Et leurs interventions ne sont pas entièrement sans effets. Les uns et les autres présentent des pétitions qui mènent généralement à l'adoption de règlements municipaux. La réunion du conseil municipal du 6 avril 1903 en donne des exemples. Cette journée-là, des résidents de la rue Alexandre demandent que la « junk shop » (brocante) qui s'y trouve, et qu'ils identifient comme une nuisance, soit déplacée ; des représentants de la Sherbrooke Fuel & Lumber Co. demandent la permission d'ériger un « steam boiler » et un engin pour le sciage du bois d'œuvre sur la rue Belvédère ; un dénommé H. Barlett et d'autres citoyens qui l'accompagnent demandent que le système d'égout et d'aqueduc soit étendu à la rue du Mont Plaisant ; et des contribuables de la rue Saint-Henri demandent qu'un trottoir en bois ou en béton soit placé sur leur rue. Ce type d'intervention domine, quantitativement, les procès-verbaux et constitue la part la plus importante du travail fait par les élus, mais bien d'autres types d'acteurs s'y manifestent, même si ces interventions sont moins fréquentes.

Notons d'abord la présence de ces acteurs que l'on peut lier à ce que j'appellerais la nébuleuse réformiste, c'est-à-dire ces groupes qui cherchent à assainir la ville, que ce soit sur le plan moral ou environnemental, en combattant les sources de vices et d'insalubrité[35]. On les associe généralement aux grandes métropoles nord-américaines, où ces problématiques (et les réactions qu'elles suscitent) se présentent sous leur forme la plus spectaculaire, mais, visiblement, ces groupes essaiment également en région. Par exemple, lors de la réunion du conseil municipal du 6 avril 1903, le « comité immobilier » de la Ville présente un rapport spécial sur certaines recommandations demandées par la « Sherbrooke City Improvement Society » pour ce qui est des conditions des logements ouvriers de la ville. Le 3 août 1903, c'est la « Local Improvement Society » qui demande

au conseil de mieux gérer la collecte des ordures dans les rues de la Ville. Enfin, le 19 février 1907, la « Women's Christian Temperance Union » demande au conseil la permission d'ériger une fontaine pour boire sur la rue Wellington.

Évidemment, ces groupes réformistes sont fréquemment associés à des acteurs religieux locaux et ces mêmes acteurs ne se privent pas pour intervenir directement auprès des autorités municipales. Ces interventions relèvent parfois de la sphère morale, mais elles ont plus souvent des objectifs plus prosaïques. Par exemple, le 20 mai 1903, le « Trustee of the Protestant Hospital » demande au conseil municipal une meilleure protection contre les incendies, alors que, le même jour, des administrateurs du cimetière Elmwood demandent que le système d'aqueduc soit étendu à leur propriété. Le 5 décembre 1904, c'est au tour des Sœurs du Sacré-Cœur de demander une exemption de la taxe sur l'eau pour leur communauté. Le 3 juillet 1905, « The Holiness Mission Association » demande la permission de parader dans les rues de la ville, alors que le 13 septembre 1906, les Petites-Sœurs de la Sainte-Famille demandent que leur propriété du quartier central soit enregistrée à leur nom sur le rôle d'évaluation. Ajoutons que la municipalité joue également un rôle dans le financement d'institutions gérées par les communautés religieuses de la ville, ce qui amène par exemple le conseil, le 3 juin 1907, à accorder au « Sherbrooke Protestant Hospital » et au « Catholic Hospital » une subvention annuelle de 1000 $. Les autorités religieuses ne se gênent toutefois pas aussi pour demander aux autorités municipales d'intervenir pour défendre leur idée des bonnes mœurs, comme lorsque l'évêque de Sherbrooke demande, le 9 avril 1908, l'adoption d'un règlement qui ferait en sorte que tous les débits de boisson de la ville soient fermés les samedis soir et la veille des jours fériés.

Toute une série d'interventions d'autres groupes témoigne de la centralité du gouvernement municipal dans la vie associative et culturelle locale. Il en va ainsi de la mouvance nationaliste, représentée par la Société Saint-Jean-Baptiste et qui demande, le 1er juin 1908, à ce que le conseil municipal décrète le 24 juin comme étant un jour de fête civique. Le monde ouvrier, s'il ne pèse pas aussi lourd que le patronat dans la balance, n'est pas en reste : le 3 juin 1907, c'est la « Workmen Association » qui demande que les règles relatives au fonctionnement du marché public soient renforcées et qu'un inspecteur de la viande soit nommé ; le 2 novembre 1909, c'est au tour du « Sherbrooke Labor & Trade Council » de demander des changements dans la façon dont l'énergie électrique est gérée par la Ville. Toute une autre série de pétitions et d'interventions témoigne du rôle du conseil dans le domaine culturel (défini largement). Par exemple, le 6 février 1904, l'« Harmonie Band » demande sa subvention annuelle au conseil, alors que le 3 juillet 1905, c'est la « Library & Art Union » qui demande une augmentation de sa propre subvention[36].

Ce ne sont là que quelques exemples de la variété d'acteurs qui, au cours des décennies, interviennent auprès des autorités municipales. Certaines de ces interventions sont mineures et les efforts des différents pétitionnaires ne sont pas systématiquement couronnés de succès, mais ce survol donne en partie la mesure des interventions d'un gouvernement municipal qui ne se limite pas à construire des trottoirs et des égouts (même si ces tâches accaparent une bonne partie de ses ressources).

La seconde avenue proposée pour aborder la gouvernance petite-urbaine est le rôle des journaux locaux à la fois comme sources pour étudier la gouvernance locale et comme acteurs de cette gouvernance[37]. D'une part, il est clair que, particulièrement avant la Seconde Guerre mondiale et la montée de la télévision à partir des années 1950 et 1960, les journaux locaux constituent une source d'information majeure, avec la radio, pour la majorité des citadins du Québec. S'ils n'ont pas les ressources des grands quotidiens nationaux, les journaux locaux sont tout de même les dépositaires d'une mine d'informations sur les activités du gouvernement municipal et sur celles d'un ensemble d'acteurs individuels et institutionnels qui n'ont souvent pas laissé d'archives. D'autre part, ces journaux constituent dans bien des cas des acteurs significatifs de la gouvernance locale. Il est indéniable qu'ils sont fréquemment de simples caisses de résonance des élites locales. Tout de même, ils représentent à différents degrés de véritables lieux de délibération et de débat, que ce soit à travers des articles qui couvrent les réunions du conseil municipal et les actions du gouvernement local, les propos que tiennent les éditeurs ou encore les lettres de lecteurs qui y sont publiées.

Un exemple frappant de cette réalité nous ramène au cas de Saint-Hyacinthe. Dans cette municipalité, deux journaux incarnent, au début du XXe siècle, les différents rôles que peuvent jouer ces médias. Dans le cas du *Clairon*, on a affaire à un journal libéral, qui est propriété de Télesphore-Damien Bouchard de 1903 à 1959[38]. L'hebdomadaire se fera le relais des positions de Bouchard et de ses alliés, notamment pendant son passage à la mairie de la ville entre 1917 et 1930, puis entre 1932 et 1944[39]. Bouchard prend les commandes de ce journal expressément pour contrer *Le Courrier*, autre journal local, mais cette fois-ci d'allégeance conservatrice. Fondé en 1853, cet hebdomadaire remplira avec zèle son rôle de surveillance et de critique d'un gouvernement local qui est entre les mains de ses adversaires politiques. Le journaliste Harry Bernard en prend les commandes comme éditeur et directeur en 1923[40], et ne manquera aucune occasion de critiquer le gouvernement local lorsque l'occasion se présente. Un exemple parmi d'autres[41] : le 11 juillet 1930, en première page, Bernard publie un éditorial intitulé « Quelques petites vérités ». Il y écrit notamment, résumant des discours tenus par des adversaires de Bouchard et qu'il appuie explicitement :

> À une époque de crise financière grave, on se plaît, à l'hôtel de ville de Saint-Hyacinthe, à faire à tout propos des dépenses exagérées. On ne rend compte de rien, ou à peu près, à la population. Les chiffres seraient manipulés de telle sorte qu'il n'y a jamais moyen de savoir où nous en sommes de nos finances. Il n'y a jamais moyen d'avoir un bilan de la ville qui soit à date, et qui soit clair. Il n'y a jamais moyen de savoir ce que les travaux publics ont coûté. La plupart des contrats importants, dans un ordre ou dans un autre, sont donnés sans qu'il soit demandé de soumissions, et il n'y a jamais moyen de savoir pourquoi on agit ainsi[42].

Sur la même page, deux lettres de lecteurs du *Courrier*, toutes deux hostiles à Bouchard, sont publiées sous la rubrique « Tribune libre ». Celle qui est signée par « Un propriétaire du quartier 1 » n'y va pas par quatre chemins : « Je ne suis pas plus fou qu'un autre, et je ne puis m'empêcher de m'émerveiller devant l'aplomb que le maire de Saint-Hyacinthe, qui sera peut-être bientôt l'ex-maire de Saint-Hyacinthe, met à berner ses administrés[43]. » Cet exemple montre bien comment les journaux locaux peuvent jouer un rôle plus qu'actif sur le plan de la gouvernance municipale. Une première lecture des journaux de Sherbrooke du dernier tiers du XIXe siècle montre une dynamique similaire, où les propriétaires de différents médias, en plus de rapporter les nouvelles, participent activement aux débats publics locaux et régionaux.

Conclusion

L'objectif de cet article était de défendre l'intérêt et la pertinence de l'étude de l'histoire de la gouvernance municipale au Québec, spécialement pour la période qui précède la Seconde Guerre mondiale. Différentes avenues étaient possibles pour atteindre cet objectif. J'ai décidé de me concentrer sur les acteurs engagés d'une façon ou d'une autre dans ce processus de manière à explorer la question fondamentale posée par Robert A. Dahl en 1961 : qui gouverne ? On l'a vu, répondre à cette question n'est pas simple. Nous avons une connaissance encore trop fragmentaire de l'évolution de la composition des élites municipales au Québec, et particulièrement à l'extérieur de Montréal, pour répondre de manière satisfaisante à l'ensemble des sous-questions mises de l'avant par le politologue américain.

Ce que suggère toutefois l'exploration préliminaire des données dont nous disposons, c'est que ces élites municipales constituent un groupe complexe aux racines généralement assez profondes dans leur communauté, qu'il s'agisse d'un enracinement dans la longue durée et dans des structures de gouvernement antérieures au régime municipal, ou encore d'un enracinement qu'on pourrait qualifier de latéral, qui passe par l'engagement des membres de ce groupe dans d'autres institutions et réseaux locaux. C'est également un groupe qui n'a pas le monopole du pouvoir à l'échelle locale.

Le gouvernement municipal est un carrefour où se croisent les intérêts d'une grande variété d'acteurs individuels et collectifs. Les élus réagissent et répondent aux pétitions, requêtes et attentes de ces acteurs d'une variété de façons : indifférence, rebuffade, soumission d'une problématique particulière à un comité ou à un fonctionnaire municipal, octroi d'une subvention ponctuelle ou annuelle, règlement… Certains acteurs, certaines stratégies ont plus de succès que d'autres, mais, encore une fois, nous ne disposons pas de suffisamment de recherches sur ces questions pour dégager, à ce stade-ci du moins, de conclusions générales sur les mécaniques de la gouvernance municipale au Québec. Et c'est certainement l'invitation que nous lançons ici. Il ne s'agit pas seulement de mieux connaître la scène politique municipale dans telle ou telle ville du Québec, mais aussi et surtout, de multiplier les cas d'étude et les comparaisons de manière à sortir du particulier et de l'anecdotique pour démontrer que la scène politique locale ne se réduit pas à de la « petite politique ».

Notes et références

1. Je souhaite remercier Amélie Bourbeau, qui a accepté de lire et de commenter une première version de ce texte. Je souhaite également remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour son appui financier au projet de recherche dont découle en partie ce texte.
2. Voir Harold Bérubé, « Hors de Montréal, point de salut ? L'histoire des petites et moyennes villes du Québec, 1850-1950 », *Histoire Québec*, vol. 18, nº 2, 2012, p. 19-23 ; ainsi que Claire Poitras, « L'histoire urbaine au Québec durant les années 1990 : de nouvelles tendances ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, nº 2, 2000, p. 219-245 ; François Guérard, « L'histoire urbaine au Québec : la recherche récente à la maîtrise et au doctorat », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, nº 2, 2000, p. 247-268.
3. John H. Taylor, « Urban Autonomy in Canada : Its Evolution and Decline », dans Gilbert A. Stelter et Allan F.J. Artibise (dir.), *The Canadian City*, Ottawa, Carleton University Press, 1984, p. 478-500.
4. Voir par exemple : Pierre Vallée, « «Le gouvernement 3.0» à l'ordre du jour », *Le Devoir*, 7 mai 2016 ; Marco Fortier, « Thérapie de choc à Laval », *Le Devoir*, 4 juin 2016 ; Mélanie Marquis, « Aménagement du territoire : Rogers a gain de cause sur Châteauguay », *Le Devoir*, 16 juin 2016 ; Brian Myles, « Des villes vulnérables », *Le Devoir*, 20 juin 2016.
5. Robert A. Dahl, *Who Governs ? Democracy and Power in an American City*, New Haven, Yale University Press, 1989 [1961], 355 p.
6. *Ibid.*, p. 7-8.
7. Dahl s'attaque ainsi plus particulièrement aux travaux de Floyd Hunter, *Community power structure : A study of decision makers*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1953, 314 p.
8. Voir G. William Domhoff, « Who Really Ruled in Dahl's New Haven ? », whorulesamerica.net. Voir également l'incontournable monographie de

Douglas W. Rae, *City. Urbanism and Its End*, New Haven, Yale University Press, 2005, 544 p.

9. L'ouvrage de Dahl fut l'objet de telles critiques dès sa sortie. Voir par exemple Lewis A. Coser, « Who Governs ? Democracy and Power in an American City, by Robert A. Dahl », *Commentary*, mai 1962 ; et J. Stefan Dupré, « *Who Governs ? Democracy and Power in an American City* by Robert A. Dahl », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 29, nº 3, août 1963, p. 412-414.
10. Guy Bourassa, « Les élites politiques de Montréal : de l'aristocratie à la démocratie », dans Richard Desrosiers (dir.), *Le personnel politique québécois*, Montréal, Boréal, 1972 [1965], p. 117-142 ; Paul-André Linteau, « Le personnel politique de Montréal, 1880-1914 : évolution d'une élite municipale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, nº 2, 1998, p. 1-27 ; Harold Bérubé, « Une gouvernance suburbaine distincte : les banlieues élitaires de Montréal (1880-1939) », *Recherches sociographiques*, vol. LIII, nº 1, 2012, p. 41-62.
11. Voir par exemple Louis-Marie Côté, *Les maires de la vieille capitale*, Québec, Société historique de Québec, 1980, 117 p. ; ou encore Michelle Mondoux, *Maires d'Almer Mayor : 1847-2001*, Aylmer, édition Michelle Mondoux, 2001, 96 p.
12. Voir le Répertoire des élus municipaux en Outaouais de 1845 à 1975, craoutaouais.ca, préparé dans le cadre d'une exposition sur la démocratie municipale en Outaouais et inventoriant plus de 2500 élus de 74 municipalités différentes ; ainsi que la Base prosopographique des élus municipaux (BAPEM), bapem.cieq.ca, mise sur pied par la Fédération québécoise des sociétés de généalogie (FQSG) et le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), et qui contiendrait près de 29 000 fiches d'élus.
13. Mentionnons, à titre d'exemples, Alain Ruest, *Le développement des institutions municipales à Grand-Mère de 1898 à 1925*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1993, 139 p. ; Sandra Nadeau Paradis, *La petite bourgeoisie de La Tuque et son rôle dans l'exercice du pouvoir local (1907-1939)*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 2015, 206 p.
14. E. P. Hennock, *Fit and Proper Persons. Ideal and reality in nineteenth-century urban government*, Londres, Edward Arnold Publishers, 1973, 395 p.
15. Je m'appuie ici à la fois sur l'historiographie relative à certains des personnages dont il est question, mais également à des informations colligées dans les livres des règlements municipaux de la ville de Saint-Hyacinthe quant au profil des maires et échevins de la municipalité. Archives de la Ville de Saint-Hyacinthe, *Livre des règlements municipaux*, vol. 1.
16. « Ce n'est sans doute pas un hasard si le système municipal fut aboli à peu près au moment où la réforme des municipalités de 1855 fut adoptée. » Voir Peter Gossage et J. I. Little, *Une histoire du Québec. Entre tradition et modernité*, Montréal, Hurtubise, 2015, p. 133. Voir également Benoît Grenier, « Élites seigneuriales, élites municipales : Le pouvoir seigneurial à l'heure de l'abolition », dans Thierry Nootens et Jean-René Thuot (dir.), *Les figures du pouvoir à travers le temps : Formes, pratiques et intérêts des groupes élitaires au Québec, XVIIe-XXe siècles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 57-64.

17. Voir notamment la biographie qu'a consacrée au personnage Yvan Lamonde, *Louis-Antoine Dessaulles 1818–1895. Un seigneur libéral et anticlérical*, Montréal, Fides, 1994, 372 p.
18. « Georges-Casimir Dessaulles (1827-1930) – Biographie », sur le site web de l'Assemblée nationale, www.assnat.qc.ca.
19. Jean-Paul Bernard, « Maurice Laframboise », *Dictionnaire biographique du Canada*, biographi.ca.
20. Robert Dahl, *op. cit.*, p. 11-88.
21. Sur ces limites, voir Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes. Gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014, p. 77-78.
22. Ces tableaux ont été constitués en croisant des informations se trouvant dans Archives de la Ville de Saint-Hyacinthe, *Livre des règlements municipaux*, vol. 1.
23. La famille est intimement liée au gouvernement municipal de Saint-Hyacinthe. Ainsi, Euclide-Henri Richer « avait été échevin de la ville de 1888 à 1898, et maire, de 1898 à 1902 ». « Euclide-Henri Richer 1848-1934 », Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe, www.chsth.com. Quant à Paul-L. Richer, il est décrit en 1937 comme « un homme d'affaires averti dont les sages conseils ont été appréciés en maintes occasions. Il a été directeur de la Chambre de Commerce de Saint-Hyacinthe, commissaire d'écoles et secrétaire de l'Association Libérale. Échevin du quartier No 5 depuis près de dix ans, il a rendu des services signalés à ses concitoyens et nul doute que ses commettants lui en garderont une reconnaissance durable. » Voir Raphaël Ouimet, *Biographies canadiennes françaises, treizième édition*, Montréal, [s.e.], 1937, p. 419. Enfin, son frère René Richer ne siégera pas au conseil municipal, mais jouera un rôle central au sein de l'administration municipale comme directeur des travaux pour différents chantiers majeurs avant d'accepter le poste de directeur des services municipaux en 1936. Voir « René Richer », *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, patrimoine-culturel.gouv.qc.ca.
24. On retrouve au conseil, dès 1865, un marchand du nom de Victor Côté auquel succède toute une série de manufacturiers portant le même nom de famille, et ce jusqu'au milieu des années 1920. Archives de la Ville de Saint-Hyacinthe, *Livre des règlements municipaux*, vol. 1.
25. Everett C. Hughes, *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*. Montréal, Boréal, 2014 [1948], 276 p.
26. Jocelyn Saint-Pierre, « Cabana, Hubert-Charron », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, biographi.ca.
27. L'immigration de Canadiens français vers Sherbrooke s'accélère à partir du milieu du XIXe siècle et le recensement canadien suggère qu'ils y deviennent majoritaires entre 1871 et 1881. Cette proportion ira en augmentant au fil des décennies, dépassant les 90 % à la fin du XXe siècle. Voir Jean-Pierre Kesteman, *Histoire de Sherbrooke. Tome 2 : De l'âge de la vapeur à l'ère de l'électricité, 1867-1896*, Sherbrooke, GGC Éditions, 2001, 280 p.
28. C'est certainement ce que suggèrent mes propres travaux sur les banlieues bourgeoises de Montréal. Voir Harold Bérubé, *op. cit.*, p. 57-69.

29. Michèle Dagenais, *Des pouvoirs et des hommes : l'administration municipale de Montréal, 1900-1950*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, 206 p.
30. Maude Roux-Pratte, « Les élites drummondvilloises et la crise des années 1930. Une étroite collaboration autour de l'assistance aux chômeurs », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, nº 2, 2004, p. 217-244.
31. Voir Patrick Le Galès, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, vol. 45, nº 1, 1995, p. 57-95 ; Robert J. Morris, « Governance : two centuries of urban growth », dans Robert J. Morris et Richard H. Trainor (dir.), *Urban Governance. Britain and Beyond since 1750*, Aldershot, Ashgate, 2000, p. 1-14. On trouvera une réflexion plus poussée sur le contexte québécois dans Harold Bérubé et Amélie Bourbeau, « Réflexions en vue d'une étude de la culture politique municipale au Québec (1855-1939) », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 16, nº 2 [à paraître en 2017].
32. Archives de la Ville de Sherbrooke, *Procès-verbaux du conseil municipal de Sherbrooke*, 1900-1910.
33. Voir notamment Ronald Rudin, *The development of four Quebec towns, 1840-1914 : a study of urban and economic growth in Quebec*, thèse de doctorat (histoire), York University, 1977, p. 144-167. Pour ce qui est des entreprises privées gérant différents services municipaux, voir Christopher Armstrong et H.V. Nelles, *Monopoly's Moment : The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830-1930*, Philadelphie, Temple University Press, 1986, 393 p.
34. Il faut évidemment ajouter à ce tableau les acteurs qui sont presque entièrement exclus de ce spectre, et notamment les femmes et les locataires.
35. Sur l'histoire de cette mouvance à l'échelle canadienne, voir Mariana Valverde, *The Age of Light, Soap and Water. Moral Reform in English Canada, 1885-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, 208 p.
36. Au sujet de ce groupe, voir Monique Nadeau-Saumier, *Un espace et un lieu de culture : le Art Building de Sherbrooke, 1887-1927*, Sherbrooke, GGC éditions, 2008, 263 p.
37. Voir également Harold Bérubé, *op. cit.*, p. 86-88.
38. « De 1900 à 1902, [Bouchard] fut journaliste à *L'Union*, organe libéral de Saint-Hyacinthe, en devint directeur en 1902 et propriétaire en 1903. Changea le nom en 1912 pour *Le Clairon de Saint-Hyacinthe* et en demeura le propriétaire jusqu'en 1959. » Voir « Télesphore-Damien BOUCHARD (1881-1962) », site de l'Assemblée nationale du Québec, assnat.qc.ca.
39. Bouchard fut également échevin de 1905 à 1908, en plus d'occuper le poste de greffier de la ville de 1908 à 1912. Voir Frank M. Guttman, *Le Diable de Saint-Hyacinthe. Télesphore-Damien Bouchard*, Montréal, Hurtubise, 2013, p. 194-216 et 237-266.
40. *Ibid.*, p. 193.
41. Voir également, cette année-là, Harry Bernard « Le maire Pagé élu », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, le 18 juillet 1930, p. 1 ; Harry Bernard « Un peu de lumière », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, le 19 décembre 1930, p. 1 ; Harry Bernard « Pas de passion politique », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, le 26 décembre 1930, p. 1.

42. Harry Bernard, «Quelques petites vérités», *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, le 11 juillet 1930, p. 1.
43. «Le quartier 1 oublié», *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, le 11 juillet 1930, p. 1.